

Agroécologie – Entre pratiques et sciences sociales **D. Van Dam, M. Streith, J. Nizet., P. M. Stassart,** **Educagri Editions, coll. Références, 2012**

Par Isabelle GABORIEAU (Réseau agenda 21)

Né dans les années 1980 chez des agronomes et écologues américains critiquant la modernisation du modèle agricole, l'agroécologie est d'abord un courant de recherches visant à appliquer les principes de l'écologie dans l'agriculture⁸⁶ et l'alimentation. Dès les débuts de l'agroécologie, sur le continent latino-américain, les scientifiques contribuent autant que les ONG, associations et syndicats paysans à lutter contre les conséquences néfastes de la « Révolution verte ». Ainsi, ces chercheurs et ceux qui leur succéderont, intègrent non seulement la question écologique, mais aussi la question sociale, celle des dynamiques endogènes de développement et, plus récemment, celle de la souveraineté alimentaire. Ils s'appuient sur des praticiens, paysans, ONG travaillant avec ceux-ci, groupements de producteurs, de consommateurs... qui pratiquent et expérimentent des formes alternatives de production et de commercialisation.

Dans l'ouvrage collectif *Agroécologie – Entre pratiques et sciences sociales*, paru chez Educagri Editions en 2012, les quatre coordinateurs mettent en évidence que les initiatives en matière d'agroécologie impliquent des relations particulières entre les individus qui les expérimentent, les techniciens qui les encadrent et les institutions qui les règlementent ; les pratiques agroécologiques questionnent ainsi les sciences sociales au-delà des domaines de recherches (agronomie, écologie) habituellement mobilisés. Ils s'appuient sur de multiples expériences, aux quatre coins du monde, qui sont étudiées à travers le prisme des sciences sociales (rôles des acteurs, inscription territoriale, modes de régulation assurés par les pouvoirs publics). L'enjeu, pour eux, est d'élargir la place généralement attribuée aux sciences sociales dans les débats relatifs à l'agroécologie et de contribuer à l'ouverture pluridisciplinaire de celle-ci.

Ce choix se révèle au travers, notamment, des champs disciplinaires dont ils sont issus: la psychologie, l'anthropologie et la sociologie. Trente auteurs ont par ailleurs contribué à la rédaction de cet ouvrage. Ils viennent de domaines aussi différents que les sciences agronomiques, la géographie, la sociologie, l'écologie, les sciences politiques et économiques, ... Ils ont élaborés, dans leur centre de recherche respectif, des cadres d'analyse des pratiques agroécologiques. Ce choix, revendiqué, d'une

⁸⁶ Altieri M.A (1986), *L'agroécologie : bases scientifiques d'une agriculture alternative*, Debarad.

ouverture disciplinaire est augmenté d'une diversité géographique et sociale puisque qu'ils sont, pour certains, non seulement auteurs mais aussi acteurs de l'agroécologie.

L'ouvrage s'organise autour de trois entrées, treize contributions, un chapitre liminaire et un de clôture. Le chapitre liminaire vise à poser et développer ce qu'est l'agroécologie, de montrer son évolution et de définir un cadre de travail pluridisciplinaire entre les différents acteurs (chercheurs, praticiens, administrations publiques...).

La première partie, « Organisations et institutions », questionne les rapports qu'entretiennent les groupements ou collectifs avec les pouvoirs publics dont ils dépendent au travers quatre contributions : La diversité des formes de gouvernance des Groupements d'achats alimentaires (GAA) en Belgique ; une expérience de certification participative pour une ruralité plus durable (réseau Ecovida au Brésil) ; les questions relatives à la propriété intellectuelle des semences et variétés végétales et les liens entre services écosystémiques et agroécologie via deux études belges. Cette partie montre que, dans la majorité des cas (sauf dans celui d'Ecovida), l'institutionnalisation procède par le haut, avec des effets en retour variés de soutien ou de délégitimation.

La seconde partie, « Enjeux économiques et territoriaux », questionne quant à elle les choix des agents économiques, et notamment des entreprises, en matière de production, de transformation, de commercialisation au travers quatre études : La première porte sur les facteurs qui amènent les agriculteurs wallons à se convertir à l'agriculture biologique - une sous-région orientée vers des activités d'élevage et la valorisation des prairies - ; la seconde analyse le développement de l'agriculture bio en Alsace du point de vue des tensions - en régression - entre plaine et reliefs ; les deux autres portent sur l'agroforesterie en Wallonie et en Inde. Cette seconde partie met en évidence la correspondance entre certaines caractéristiques territoriales et la nature des activités économiques qui s'y exercent en fonction des contraintes et opportunités, elles mêmes variables dans le temps.

La troisième partie, « Acteurs sociaux », interroge les manières d'agir des praticiens, agriculteurs, consommateurs, isolément ou collectivement au travers cinq cas. Le premier traite de la transférabilité - ou non - à l'agroécologie des acquis de l'agriculture biologique en termes de construction de savoirs et de processus d'apprentissage ; le second porte sur deux expériences, très différentes, de construction du social par le biais de jardins collectifs ; la troisième contribution, mêlant regards historique, géographique et sociologique, s'intéresse aux mares et à leurs représentations chez les agriculteurs ; le quatrième cas analyse l'évolution des références écologiques d'agriculteurs bio belges à dix ans d'intervalle. Enfin, le dernier cas propose d'examiner les réseaux agroalimentaires alternatifs et pose la question de leur rôle éventuel dans des transformations plus globales de la société.

Dans cette partie, la dimension collective est ici mise en évidence, que ce soit pour la création de savoirs, de lieux d'expérimentation sociale, de mise en réseaux dans le cadre de mouvements sociaux encore nébuleux (fonction du degré de participation des membres et de leur orientation vers des autorités publiques ou privées).

Le chapitre de clôture, plus épistémologique, pose que nombre des tenants de l'agroécologie se réclament d'une approche systémique et les auteurs identifient des lacunes dans cette approche, notamment l'agroécologie politique et l'agroécologie humaine. Trois sous-disciplines qui, mises en dialogue, pourraient selon eux être fécondes pour le projet transformateur de l'agroécologie.

Le premier intérêt, pédagogique d'abord, de cet ouvrage est que, dès le chapitre liminaire, les auteurs problématisent l'agroécologie comme la réponse alternative aux crises sociales et environnementales du système agroalimentaire actuel. Face aux défis à relever deux types de réponses sont en effet possibles : accroître la production et répondre aux demandes de qualité et de sécurité sanitaire des marchés globaux en s'appuyant sur des capacités biotechnologiques - nous pouvons parler d'un aménagement du modèle existant -, ou s'appuyer sur les capacités « socioenvironnementale à renaturaliser les systèmes alimentaires en y intensifiant l'emploi » - nous sommes alors en rupture avec ce modèle. Entre les deux paradigmes contradictoires de la suffisance - sufficiency narrative - et de la productivité - productivity narrative -, les auteurs font leur la remise en cause de l'hypothèse productiviste de la sphère technico-économique (« Comment augmenter la productivité pour répondre aux demandes croissantes du marché planétaire ») vers la sphère sociotechnique (« Comment organiser autrement les systèmes alimentaires face à la diversité et la multiplicité des enjeux et objectifs alimentaires, environnementaux et sociaux »).

Le second intérêt est que les auteurs ne s'attachent pas à une vision fixiste de l'agroécologie mais que, a contrario, ils retracent l'histoire du concept et de son évolution - des agroécosystèmes productifs à leur dépassement à l'ensemble du système alimentaire puis au rapport entre production et société au sens plus large -. Ainsi, cet élargissement du concept au fil des ans, justifie la contribution des sciences sociales à l'étude des questions agroécologiques. Car en tant qu'approche scientifique interdisciplinaire et en tant que mouvement social, l'agroécologie interpelle les rapports entre sciences et société, savoirs profanes et savoirs savants. En conclusion, ils proposent ainsi une grille de lecture des pratiques agroécologiques mettant l'accent sur les relations entre acteurs, territoires et institutions et donnant à l'histoire, c'est-à-dire à la genèse et aux évolutions des pratiques et de leurs contextes, une place essentielle dans ces triples relations.

Le troisième intérêt à porter au crédit de cet ouvrage, est qu'il n'enferme pas l'agroécologie dans des principes, qu'ils soient historiques, méthodologiques et/ou socioéconomiques mais qu'il ouvre au contraire des perspectives de recherche à

moyen terme relevant aussi bien de l'interdisciplinarité, de l'écologie, de l'agronomie et de l'enseignement. Si l'agroécologie est à visée transformative (des techniques et des sociétés), comment alors se passer de contributions interdisciplinaires dans les champs de la gouvernance, des pratiques d'accompagnement du changement, de l'expérimentation socio-technique, ... Constatant la position minoritaire de l'agroécologie dans le champs des sciences et dans celui des mouvements sociaux, les auteurs font le pari d'un dialogue entre ces deux positions minoritaires pour sortir « d'une situation de verrouillage cognitif ».

Si cet ouvrage est un véritable manifeste pour une contribution plus large des sciences sociales dans le débat autour de l'agroécologie, il s'appuie sur l'analyse de nombreux cas. Treize chapitres sur quinze portent sur l'étude de pratiques agroécologiques de part le monde et c'est au travers de ces études que l'intérêt des sciences sociales est mis en évidence. Exemples autour de deux contributions :

« La gouvernance des Groupements d'achats alimentaires (GAA) et ses paradoxes » (chap. 2). Les GAA sont ici étudiées dans le cadre conceptuel des approches de la transition, c'est-à-dire « comme « niches » susceptibles de remodeler la trajectoire/développement du « régime » [système prévalent ou mode dominant de faire] ». Une part importante est accordée aux contextes institutionnels influençant l'émergence, l'existence et l'évolution de ces GAA, le concept de gouvernance étant central dans les approches de la transition. L'étude porte sur trois types de GAA : les Voedselteams flamands, les GASAP bruxellois et les GAC et GAS wallons. Les résultats de cette étude montrent que plus la coordination interne est importante et structurée (cas des Voedselteams), plus l'enchâssement institutionnel est fort et formalisé. De prime abord, coordination interne et enchâssement institutionnel semblent se renforcer respectivement dans ce qui paraît un cercle vertueux. Cependant, les auteurs mettent aussi en évidence que « la généralisation et l'extension des GAA, conséquence recherchée avec l'enclenchement de ce cercle vertueux de développement, conduit à une perte de leur indépendance, de leur radicalité et de leurs spécificités qui font fondre les motivations initiales des membres porteurs de projets ». Cette situation paradoxale implique pour les auteurs la construction d'un nouveau mode de gouvernance, avec des outils et des instruments d'action publique favorisant leur généralisation, mais tenant compte de la multifonctionnalité de la consommation (accès à des biens, mais aussi convivialité, échanges, réflexion,...) afin de ne pas altérer les motivations premières des acteurs. Ce que les auteurs nomment une « gouvernance réflexive » qui suppose une co-construction du problème à résoudre, une diminution volontaire de leurs désirs respectifs d'emprise et un raisonnement stratégique commun. La gouvernance publique active des GAA, préconisées par les approches de la transition, ne sont peut-être pas, finalement, les plus efficaces.

« L'agriculture biologique : un champ en tension » (chap. 7). Dans cette contribution, les auteurs cherchent à nous faire dépasser les dichotomies classiques en vogue dans

la littérature sur l'agriculture biologique (économique vs éthique, filières vs territoires, labels officiels vs labels citoyens), dichotomies liées à la tension fondatrice du mouvement qui renvoie à la fois aux associations spécifiques mais aussi à l'institution économique, au marché et aux autorités politico-administratives. Cette approche dualiste se heurte selon eux à deux dérives, liées l'une à l'autre : celle des stéréotypes et celle d'une vision statique des processus socioéconomiques. Ces deux dérives risquant de faire oublier les évolutions et les dépassements possibles des volets protestataires et économiques de l'agriculture biologique. En abordant la question des tensions liées à l'usage d'une dichotomie territoriale structurante du paysage agricole alsacien, l'opposition entre plaine et reliefs, et en réintégrant la dimension temporelle et diachronique, les auteurs nous montrent qu'il n'y a pas de fatalité - des reliefs où les conversions progressent et une plaine définitivement tournée vers des productions industrialisées et conventionnelles -. Pour eux, si, dans les années 1950, l'agriculture alsacienne est majoritairement paysanne, avec des exploitations polyvalentes, les systèmes agronomiques de la plaine et des reliefs ne sont pas très différenciés et dans tous les cas, complémentaires. C'est sous l'impulsion de la PAC et des lois de modernisation françaises de 1960 et 1962 que le processus de différenciation s'opère avec une spécialisation accrue - les vignes dans le piémont vosgien, la production laitière dans les reliefs et la maïsiculture en plaine. Dans les années 1980, la dualité devient nette entre la plaine, modernisée, intégrée dans une filière, soutenue institutionnellement et aux revenus plus élevés et les reliefs dans lesquels l'agriculture est plus traditionnelle, moins soutenue, moins organisée mais moins sensible aussi aux problèmes de pollution des eaux et des sols. Le bio arrive alors comme moteur du dépassement des tensions entre ces deux agricultures via la question environnementale. La polyvalence des activités fermières dans les reliefs, la volonté de promouvoir une technicité du travail, autant que la volonté d'un technicien de coopérative et la demande en produits bio seraient à l'origine des nombreuses conversions des « reliefs », comme « une revanche sur les collègues céréaliers de la plaine ». En revanche, le développement du bio dans la plaine serait moins lié à des considérations agronomiques mais plus environnementales (eau, biodiversité), à la faveur d'associations et de collectivités. Ainsi, depuis les années 1990, le bio permet un certain dépassement des contradictions antérieures, « les « traditionnels » deviennent innovants, les « modernes » reviennent sur leurs méthodes culturelles » même si des difficultés demeurent quant au développement du bio en plaine (notamment sur des zones où l'enjeu environnemental est peu visible). Au travers du cas alsacien, les auteurs cherchent simplement à mettre en évidence que le développement d'une agriculture biologique ne peut être la seule résultante d'une approche politique ou technique, mais qu'elle se doit d'être connectée aux dynamiques historiques et sociales des agricultures locales.

Le chapitre de clôture permet aux lecteurs de prendre de la hauteur par rapport aux approches agroécologiques. « Investie d'une double mission de connaissance et d'intervention » et « [...] d'une double perspective – écologique et socioéconomique - », l'agroécologie se revendique pluridisciplinaire et systémique, mais pour les auteurs, cette approche rend mal compte de la diversité épistémologique des différents champs disciplinaires qui s'y croisent. Ils distinguent trois champs de l'agroécologie :

L'agroécologie systémique qui consisterait en l'application des lois de la thermodynamique aux écosystèmes. Pour eux, il s'agirait ici d'une approche positiviste « en ce qu'elle suppose l'existence d'une réalité indépendante du chercheur ainsi que la possibilité de connaître cette réalité, d'en expliquer les relations de cause à effet et le fonctionnement ». Si cette approche sied à une volonté d'élaboration d'agroécosystèmes plus durables et variés, en revanche, les réalités sociales, culturelles et économiques qui les influent ne sont pas suffisamment intégrées.

L'agroécologie politique s'intéresse quant à elle aux structures politiques et économiques qui influent sur la répartition des cultures et modes culturels, sur la circulation des denrées et la distribution des richesses et ressources naturelles. Ce sont donc les déterminants socioéconomiques qui sont ici étudiés. L'agroécologie politique cherche elle aussi à expliquer les causes et le fonctionnement d'un système producteur d'inégalités et de nuisances écologiques. En cela, sa perspective serait elle aussi positiviste. Mais pour les auteurs, c'est dans la notion de système que des divergences existent, en ce qu'il y est plus générique, plus critique et normatif.

L'agroécologie humaine enfin, s'intéresse à des cadres explicatifs qui peuvent être certes naturalistes mais aussi sociaux (représentations sociales, idéologies, langage, discours,...). En rupture avec une vision « homéostatique » des écosystèmes, elle met au contraire l'accent sur la non-linéarité des écosystèmes, leur capacité de résilience mais aussi des effets de seuil et de rupture. C'est la capacité d'un acteur à influencer la résilience d'un agroécosystème, c'est-à-dire son adaptabilité, qui compte ici. Comprendre les mutations et effets de blocage déterminant le succès ou l'échec de nouvelles approches est donc nécessaire voire essentiel pour le corpus théorique de l'agroécologie. Mais le fondement épistémologique de l'agroécologie humaine est d'abord « interactionniste » en ce qu'il cherche « à comprendre le sens donné aux objets par les individus et les groupes sociaux ».

La mise en dialogue de ces trois champs dans des épistémologies assumées comme différentes - positiviste, critique, interactionniste - serait, pour les auteurs, le gage d'une stimulation efficace de la recherche en agroécologie pour un projet transformatif visant la démarchandisation de l'agriculture dont les produits sont aujourd'hui sur des marchés de plus en plus capitalistes, son « ré-encastrement » dans les relations sociales et politiques locales et son adaptabilité pour une meilleure

résilience des agroécosystèmes. Autant de perspectives intéressantes à explorer pour les étudiants et chercheurs en agronomie, écologie et en sciences sociales ainsi que pour les responsables agricoles et décideurs politiques, comme toute personne sensible à la question et à qui s'adresse cet ouvrage.